

Matthieu Giroud

Doctorant en géographie, laboratoire Migrinter, université de Poitiers

« Résister en habitant » : les luttes dans des quartiers populaires à l'épreuve du renouvellement urbain

Cet article propose à la fois un questionnement théorique et quelques matériaux empiriques interrogeant la manière dont sont saisis les changements brutaux résultant d'opérations de renouvellement urbain par les populations « en place ». La démarche défend le rôle d'acteur socio-spatial de l'habitant dans la production de son espace de vie quotidien même lorsque celui-ci s'inscrit dans un contexte de bouleversements importants. Par ses pratiques, individuelles ou collectives, l'habitant peut créer de l'imprévisible et des significations propres à détourner certaines appropriations des lieux imposées par l'intervention.

Il est encore des quartiers dits populaires dans les secteurs anciens centraux ou péri-centraux des villes. Le qualificatif de populaire appliqué à ces quartiers évoque une concentration et une présence d'individus aux revenus peu élevés ainsi que le marquage dans les lieux d'une précarité économique et sociale. Cette présence actuelle se nourrit souvent d'une mémoire collective passée, fondée sur un développement économique industriel, un peuplement ouvrier aux sociabilités et aux lieux de pratiques bien identifiés. Si cette appellation renvoie à des faits et des processus identifiables, elle peut être aussi vue comme le produit d'un discours.

L'héritage industriel et ouvrier de tels espaces devient en effet, dans de nombreuses villes, une véritable aubaine en tant qu'il représente désormais une ressource foncière, spatiale et sociale. Le quartier populaire, s'il répond à des normes de localisation, d'accessibilité, et de formes d'habitat suffisantes, devient une réelle « marque de fabrique » susceptible d'attirer de plus en plus d'individus issus des couches sociales les plus favorisées. Le « populaire » est identifié à des valeurs, dont certaines sont créées de toutes pièces et fantasmées, qui renvoient à des modes de vie et à des registres de pratiques socio-spatiales particulières. Le cosmopolitisme, la diversité, la mixité, la solidarité, la tolérance, l'interconnaissance sont des notions mobilisées pour composer

- 1 Il convient de jeter un regard critique sur une proposition « antiraciste » fréquente : « les immigrés prennent le travail que les Français ne veulent plus ». La question n'est en effet pas ici celle de la volonté mais celle d'un fonctionnement systémique assignant les travailleurs immigrés à certains emplois en raison des économies sur les coûts de main-d'œuvre. Il était plus simple d'être embauché dans l'automobile et dans les mines au cours des décennies soixante et soixante-dix lorsqu'on était immigré que lorsque l'on était français de nationalité.
- 2 La remise en cause de la carte de dix ans par Chevènement est symbolique dans la mesure où elle replonge l'immigration dans un « provisoire » permanent.
- 3 Cf. Le dernier ouvrage de J. Donzelot, C. Mével, A. Wyvekens : *Faire société. La politique de la ville aux États-Unis et en France*, Paris, éd. du Seuil, 2003, 363 pages.
- 4 J. Donzelot, *Territoire et processus discriminatoire, actes de la campagne régionale de lutte contre les discriminations*, Lille, 2004, p. 138.
- 5 Nous reprenons à dessein cette expression des jeunes issus de la colonisation. Avec d'autres comme « gaulois », « fromages », « çaisfran », etc., elle souligne l'ampleur de cette ethnicisation du territoire et des consciences. Ces expressions sont produites par un réel en cours d'ethnicisation.
- 6 Il faut constater que de nombreux dirigeants de luttes syndicales ouvrières (Metaleurop, Mac Do, mouvement des chômeurs, etc.) sont issus de la colonisation. L'absence de mobilisation collective nationale ne doit donc pas nous faire conclure à une « disparition des militants ». Elle souligne simplement que l'exclusion de l'entreprise rend encore plus difficile l'accès à une expression politique.
- 7 Le constat d'une crise profonde, conduisant fréquemment à la rupture entre ces structures et les jeunes issus de la colonisation, n'enlève rien au rôle de socialisation politique que permettait cette irrigation associative et politique des quartiers populaires. Elle souligne simplement une contradiction profonde au sein des classes populaires : l'intériorisation par ces structures d'une vision paternaliste à connotation culturaliste et coloniale et le refus de celle-ci par les nouvelles générations de Français issues de la colonisation.
- 8 Olivier Masclat, *La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, 2003.
- 9 Saïd Bouamama, *Dix ans de marche des Beurs, chronique d'un mouvement avorté*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994 et *Contribution à la mémoire des banlieues*, Paris, éd. du Volga, 1996.
- 10 Rappelons à cet égard que le discours final de Convergence 84 est une dénonciation du « paternalisme » de la gauche politique et associative et un appel à la jonction des luttes avec les autres catégories dominées de la société.
- 11 L'objectif premier de SOS a été de capter la visibilité (et son impact symbolique et politique) acquise par les marches. L'opération a largement réussi comme en témoignent certains articles de presse au moment du vingtième anniversaire de la marche en l'attribuant à SOS Racisme.
- 12 Olivier Masclat, « Le rendez-vous manqué de la gauche et des cités », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2004.
- 13 Cette sous-estimation de la domination conduit à des grilles d'analyse ne s'intéressant qu'à l'offre et sous-estimant le développement de la demande. On s'intéressera ainsi à l'arrivée de prédicateurs sans s'interroger sur les raisons de leurs succès. Nous pensons au contraire que la décennie quatre-vingt-dix se caractérise par un développement important de la demande religieuse.
- 14 *L'Affaire du foulard islamique – La production d'un racisme respectable*, Roubaix, éditions du Geai Bleu, 2004.
- 15 Ainsi en est-il de la division trinitaire des populations issues de la colonisation : une masse à réprimer où à civiliser, une élite à valoriser et à mettre en scène et des femmes à émanciper avec ou contre leur gré.

le champ sémantique du populaire, laissant dans une édulcoration douteuse celles d'insécurité, de violence ou de conflit, et dans l'amnésie celles de misère sociale, d'inégalité et d'injustice. L'identité locale d'un quartier populaire se trouve dans les discours d'une pléthore d'acteurs – responsables locaux associatifs, politiques, promoteurs immobiliers, habitants nouvellement arrivés – figée, réifiée, devenant une essence disponible pour promouvoir et vendre un territoire.

En tant que ressource foncière et spatiale, l'héritage industriel d'un secteur se traduit en terme de potentialité d'espace vide ou d'espace à réutiliser. Ceci renvoie à ce que la sociologie urbaine des années soixante-dix appelait la « rénovation urbaine » et ce que nous appellerions plus aisément aujourd'hui le « renouvellement urbain », expression générique exprimant la multiplication des types d'intervention sur l'espace urbain. Certains quartiers ainsi caractérisés deviennent des territoires de projets clés pour le développement d'une agglomération, que ce soit en termes économiques, de potentialité de construction de logements de qualité, d'image territoriale à exporter vers le monde. Le quartier populaire devient un objet constitutif d'une stratégie politique de développement économique et urbain.

L'objectif de cet article est de montrer à quel point le quartier populaire, en secteur ancien central ou péricentral, est loin d'être un territoire figé et essentialisé. Il est certes à la fois un territoire réceptacle de stratégies politiques et économiques de changement urbain, et façonné par des processus socio-culturels importants tel que l'embourgeoisement, mais est aussi de manière synchrone, un territoire animé et produit par un ensemble de discours et de pratiques concrètes de la part des habitants des lieux et usagers du quotidien. Ces pratiques ne se contentent pas de suivre les changements formels brutaux : elles contribuent à les recomposer, déjouer, subvertir, détourner...

Entrecroisements et production de l'espace urbain

La question des impacts sociaux des opérations de renouvellement urbain et précisément celle du rôle des habitants dans ces processus ne sont pas des questions inédites en sciences sociales. Elles s'inscrivent plus globalement dans une réflexion sur la production de l'espace. Déjà, pour H. Lefebvre, la « production de la ville et de l'urbain » possède un caractère composite, structures et individus interagissant¹. Si la structure, au travers de l'intervention sur l'espace, contribue à le produire, sa raison d'être reste contingente de la manière dont il est investi sensiblement et poétiquement, saisi matériellement, et pratiqué concrètement par les individus, devenant par là même un lieu pour ceux-ci qui se l'approprient. Cette *synchro-production* s'insinue dans l'empreinte et l'aire d'action de l'intervention. L'espace devient le produit d'un

entrecroisement entre structures et individus, appréhendés comme acteurs de la production spatiale.

Néanmoins, les termes de cet entrelacement n'ont pas toujours été affectés des mêmes significations. La « production », *via* ces opérations d'intervention sur l'espace, a longtemps été abordée dans la littérature – précisément sociologique des années soixante-dix – comme l'effet sur l'espace urbain des ambitions et des vues émanant du pouvoir structurel (étatique). Pour A. Hayot² « cette sociologie a montré concrètement à quel point l'urbanisme est un acte politique, opérant des choix, reproduisant les divisions sociales ; à quel point il peut être aussi un lieu du compromis entre forces sociales, voire de résistance à l'ordre social dominant ». L'étude du rôle de l'habitant dans un contexte de rénovation urbaine se focalise alors sur sa composante collective, et sur les luttes, précisément urbaines³. La notion de « lutte urbaine » est utilisée pour évoquer « les luttes qui portent sur la ville et non pas sur tous les conflits qui se déroulent dans la ville⁴ ». Plus généralement, elles portent sur la planification urbaine, la/les politique(s) urbaine(s), le mode de vie urbain qui en découle, et donc sur le processus de « déportation » associé à la rénovation. Si les acteurs, les formes et les moyens de ces organisations collectives sont des objets d'étude, leur articulation au politique et au changement social plus global est aussi théorisée. La question est d'évaluer si ces luttes, à objectifs concrets, ancrés dans l'espace local et le quotidien, peuvent devenir de véritables mouvements sociaux urbains aptes à remettre en question le pouvoir politique en place, voire le système social que ce pouvoir défend.

Les nuances ou les critiques accolées à ces travaux appliqués à dénoncer les effets perniciose de l'intervention étatique lourde sur l'espace urbain proviennent alors dans le cours de la décennie quatre-vingt de plusieurs sources. D'abord, certains auteurs⁵ insistent sur la nécessité d'approfondir l'idée même d'intervention et d'inclure aussi les processus de réhabilitation, présentés comme des actions moins violentes sur les formes urbaines et leur contenu social ou économique, mais tout aussi porteuses d'une tentative de mise en norme et de mise en place d'un nouvel « ordre symbolique néobourgeois ». Par ailleurs, l'intervention sur l'urbain se complexifie, non plus seulement, dans ses outils ou ses modes d'action, mais aussi dans l'implication et l'engagement d'acteurs de plus en plus diversifiés. On voit un effet croissant sur l'espace de l'action d'acteurs privés et de consortiums mêlant financements privés et publics. Enfin, la question de l'efficacité des luttes urbaines est aussi discutée, sans toutefois remettre fondamentalement en cause l'importance de l'action collective. Les réflexions se tournent vers de nouveaux modes d'action alternatifs aux luttes et sur les moyens des habitants à gérer et façonner leur espace de vie.

C'est dans ce contexte de débats, associé aussi à une complexification des pratiques des individus, de leurs expériences de la mobilité et de leurs espaces quotidiens, des imaginaires et des va-et-vient identitaires, qu'il faut envisager une nouvelle définition des termes constitutifs de l'entrecroisement. On trouve dès la fin des années quatre-vingt un ensemble de réflexions sur l'habitant comme acteur socio-spatial à part entière, susceptible, quand il s'inscrit dans des organisations sociales originales, d'infléchir certaines évolutions bouleversant son espace et son temps quotidiens. Ces organisations sociales peuvent être informelles, décrivant de véritables réseaux sociaux animés par des pratiques d'entraides ou de solidarités⁶, ou plus « institutionnalisées », dans le cadre d'expériences d'implication et de participation des habitants dans la gestion, l'aménagement et les projets de leur espace de vie. Ainsi, la notion de « participation habitante », qui renvoie à certaines tentatives d'auto-organisation des années soixante-dix, devient comme l'héritière attitrée de celle de « lutte urbaine ». Néanmoins, au cours des années quatre-vingt-dix, l'autonomie de la « participation habitante » vis-à-vis des structures de pouvoir traditionnelles est de plus en plus remise en cause et devient de façon croissante un instrument, un concept, voire une abstraction, réapproprié pour le débat plus général sur le « gouvernement des villes ». Les nouvelles formes des systèmes urbains associées à l'évolution de la structure étatique dans un contexte de décentralisation et de libéralisation économique toujours plus accrue, poussent effectivement de nombreux auteurs à se tourner vers le concept de « gouvernance », issu du contexte socio-économique et politique anglo-saxon. Le recours à ce concept permet de rendre compte de la « transformation du rôle de l'État au profit de formes plus diversifiées d'intervention du politique sur le développement urbain, ainsi que dans le développement des rapports contractuels entre divers acteurs tels que l'État, les collectivités territoriales, les entreprises privées, les divers types d'expression des intérêts locaux⁷ ». Dans cette définition générale, l'habitant se trouve représenté et phagocyté par les « intérêts locaux » en présence. La nouveauté de ce concept est semble-t-il plus à chercher du côté de l'intrusion d'acteurs privés que dans la présence des habitants. Par ailleurs, quand la participation est effective, certaines expériences concrètes ont prouvé les obstacles à son efficacité et la relativité finale de la place de l'habitant dans les processus décisionnels : problème du statut de l'habitant face à des acteurs publics et privés plus puissants ; hypocrisie latente dans l'organisation de ces structures et détournement de la parole habitante en justification d'une décision prise en amont ; degré de motivation liée à un ordre des priorités dans la vie des individus ; enjeux de pouvoirs au sein du groupe des habitants et manipulations ; problématiques de l'information et de la manière dont elle est saisie par les habitants. Ce glissement vers

les théories de la gouvernance peut donc être interprété comme le reflet d'une volonté de circonscrire et de contrôler, en les ramenant dans des cadres plus formels, la parole et l'action habitantes.

Vers l'hypothèse de « résister en habitant »

Interroger la manière dont des populations saisissent les changements impulsés par des opérations formelles et comment ces populations agissent et réagissent face à ces opérations amène néanmoins vers d'autres approches et déterminations des termes de l'entrecroisement. Tout d'abord, cela revient à repousser le pré-supposé du refoulement systématique – de la « déportation » – des populations les plus modestes en dehors de leur lieu de résidence et/ou de pratiques affecté par l'intervention et l'embourgeoisement. Si l'existence même de cette « migration forcée » n'est évidemment pas remise en cause, le paradigme selon lequel les individus tentent de résister à des évolutions socio-spatiales qui remettent en cause partiellement ou entièrement le fonctionnement social du lieu, c'est-à-dire les marquages sociaux et les jeux d'appropriation, mérite d'être débattu clairement. On a montré plus haut une sorte de glissement de notions pour rappeler les modalités que peuvent prendre les capacités d'action des habitants. Cette présentation diachronique produit volontiers l'illusion que ces dimensions se substituent dans le temps les unes aux autres. Au contraire, même si l'intensité diffère, il importe de continuer à penser l'implication des habitants sur les espaces en termes de luttes et de mobilisation collective. Plutôt que de substitution d'approches, évoquons l'idée de combinaison, ajoutant un peu plus de complexité à l'objet, mais sans doute un peu plus d'exactitude à l'analyse sociale.

La démarche présentée ici propose de travailler sur les pratiques des habitants dans toutes leurs composantes. Il s'agit de montrer que dans un contexte de renouvellement urbain et d'embourgeoisement, l'acte de résistance peut aussi émaner, à côté de mobilisations collectives et d'initiatives de participation publique, de pratiques résidentielles et quotidiennes inscrites dans l'espace et le temps de manière significative. Certains de ces actes individuels peuvent d'ailleurs être assumés ou pensés collectivement offrant alors moins une impression de dispersion, que de partie d'une *multitude*, vecteur de force sociale subversive.

Tous ces actes et pratiques, s'ils s'inscrivent au sein de modes d'habiter la ville, participent à leur tour à l'habiter du lieu, un « habiter résistant ». C'est ce va-et-vient qui permet de renverser les termes et compléter le chiasme pour dresser l'hypothèse de « résister en habitant⁸ ». S'il faut montrer en quoi l'appropriation d'un espace par des pratiques multiples de détournement, d'évitement ou d'occupation (par exemple dans le contexte d'un quartier d'af-

fares ou dans l'aménagement de zones ludiques) participe à une certaine résistance, il est aussi fondamental de penser aux dimensions plus horizontales de l'urbain, c'est-à-dire aux processus de coprésence, de frottements, d'alternance, de rencontre, ou de discordes induits par la présence de groupes et d'individus différenciés en un même lieu. On peut ainsi observer des pratiques d'évitement (d'individus ou de groupes sur des parcours) et de subversion (d'une occupation du lieu), pouvant parfois mener au conflit.

Utiliser le terme d'« acte de résistance » dans de tels contextes de quartiers populaires en voie de renouvellement urbain et d'embourgeoisement, c'est évoquer la pratique qui contribue à la préservation d'un accès à des ressources urbaines (équipements, services, espaces publics, mais aussi réseaux sociaux, familiaux, amicaux) et/ou idéelles (la charge affective accolée par l'individu au lieu, en fonction de son histoire, de sa mémoire, de l'histoire du lieu, de la mémoire collective) mis à mal par les changements formels en cours.

Un quartier populaire de Grenoble en voie de renouvellement urbain : le quartier Berriat/St-Bruno

Espace ouvrier et industriel au début du siècle, le quartier Berriat, proche de l'hypercentre de l'agglomération grenobloise, est aussi un témoin de la crise de ce secteur dans les années soixante-dix. C'est au cours de cette période que le caractère ethnique du quartier prend forme et visibilité. Depuis la décennie quatre-vingt, le quartier connaît aussi des mutations importantes. On y voit l'érection, sous le mandat Carignon, du quartier d'affaires Europole qui se développe peu à peu vers l'accueil d'habitations de standing et de grands équipements collectifs publics. Conjointement, la partie ancienne du secteur connaît un processus diffus d'embourgeoisement.

En parallèle à ces grandes tendances urbaines qui contribuent à bouleverser l'identité populaire du quartier, tout en continuant à s'appuyer sur elle, on trouve ce que M. Agier appelle la *ville-bis*, une « ville réelle qui se révèle, derrière, dessous ou en creux de la ville formelle⁹ », animée par un ensemble de pratiques inscrites dans un quotidien à la fois pérenne et changeant, résistant et émergent. Un travail d'enquête par entretiens a permis de comprendre selon quelles tactiques certains individus arrivaient à maintenir une présence dans le quartier et un accès à ses ressources malgré une évolution peu favorable induite par le changement formel. Je présente ici trois analyses de combinaisons de choix résidentiels et des pratiques quotidiennes qui en découlent, c'est-à-dire trois fractions de modes d'habiter la ville, le quartier, le logement.

Le choix de l'immobilité résidentielle et de l'accommodement renvoie à la situation de certains ménages maghrébins arrivés dans le cadre du regroupement familial des années quatre-vingt, préférant rester locataires d'un appartement

vétuste ou de taille inadaptée plutôt que de répondre aux propositions de logements sociaux situés dans les quartiers périphériques et de grands ensembles de la ville. Cette tactique, véritable acte de résistance, permet ainsi une présence au sein du quartier et une perpétuation de l'accès à ses ressources matérielles (équipements, localisation du secteur) et idéelles (l'image d'un « antighetto », une expérience des lieux, des souvenirs). Ce choix met en valeur les attributs du territoire du quartier sur ceux de l'espace du logement. La mobilisation, par l'intermédiaire de voisins et de l'association des habitants, a permis dans certains cas de proposer une offre de relogement au sein du quartier.

La tactique de la double mobilité, résidentielle et quotidienne, présente la situation inverse. Elle est le cas d'un groupe d'hommes tunisiens. La tactique perpétue, malgré un déplacement du lieu de logement (le premier lieu correspondant au quartier étudié), une présence régulière, au quotidien, par l'intermédiaire de mobilités quotidiennes en direction du quartier. La déambulation dans les rues permet la rencontre spontanée et la discussion informelle entre membres du groupe. Cette flânerie s'inscrit cependant toujours au sein d'un espace de pratiques construit autour des établissements commerciaux maghrébins. Les échoppes, les services et les bars (espaces de jeu et d'arrangements) représentent les pôles de cet espace et des lieux réguliers de sociabilité du groupe. Cet assemblage de pratiques participe ainsi à un processus de production identitaire mêlant origine commune, pratiques anciennes semblables effectuées dans le quartier (lieu du premier emploi à l'arrivée), et combinaisons de pratiques actuelles proches. Cette manière d'habiter, ce *partir pour revenir*, en perpétuant une appropriation territoriale, peut être interprétée alors comme une volonté de garder prise sur certaines ressources (surtout symboliques et sociales) du quartier, même si cette volonté n'apparaît qu'indirectement, voire de manière inconsciente, dans les discours.

Enfin, le cas de ménages immigrés italiens, installés depuis longtemps dans le quartier, peut être évoqué ici. En tant que membres d'une immigration ancienne, certains ménages ont eu les ressources sociales (connaissance avec les anciens propriétaires, proposition de systèmes de paiements souples) et financières pour acheter un logement au moment où le quartier était dévalué. Cet investissement aujourd'hui, en plus d'assurer une présence peu menacée dans le quartier en tant que propriétaire d'un logement, permet aux ménages considérés, une ascension sociale de fait, liée à la revalorisation territoriale du quartier. Cette revalorisation sociale – ce détournement, par son appropriation, du sens du changement formel – provient à la fois de l'augmentation du prix des biens fonciers et immobiliers, mais aussi, dans les discours retenus, de la présence d'usagers nouveaux dans le quartier et de formes architecturales valorisant son image.

Ces trois exemples présentent un ensemble d'actes et de choix singuliers, mais qui s'inscrivent à chaque fois dans une prise de conscience ou un encadrement collectif. Le réseau social, le voisinage, l'entourage sont des structures intermédiaires qui peuvent permettre de porter à terme certains projets, ou de justifier et rendre légitimes certaines pratiques.

L'évolution générale du quartier produit par ailleurs des réactions plus franches. L'action directe émane notamment de mobilisations collectives, qui prennent en particulier la forme de fêtes, de repas de quartier, d'animations artistiques et culturelles au sein d'espaces de squats. L'argument de réfuter un type de ville et d'urbanité, dont le secteur Europole est une effigie, et de préserver une certaine identité locale, populaire et cosmopolite, est souvent intégré à des revendications politiques plus globales. Néanmoins, l'approche sociologique des acteurs de ces manifestations montre bien le caractère complexe de l'acte de résistance. Ce sont les individus et les groupes appartenant à des classes sociales aux capitaux économiques et/ou culturels élevés, qui composent majoritairement ces cercles d'affinités. La « fête de la couleur », organisée par un collectif d'habitants, est à ce titre exemplaire. Fondée sur l'idée que l'espace urbain doit être investi librement par chacun, la fête se mue en un microcosme éphémère, véritable reflet idéalisé du quartier et de la manière de vivre en ville. Berriat correspond dans cette imagerie à un véritable caravansérail, territoire dans lequel se concentrent et se côtoient les différences sociales et culturelles. Cependant, l'observation tout au long des journées de la fête n'a pas permis de révéler concrètement la diversité et la « mixité » prônée de manière idéale et discursive. Les couleurs célébrées par la fête se trouvent finalement plus inscrites dans les tissus, les peintures et les décorations que sur les visages. Les groupes et individus immigrés n'ont finalement pas participé à la manifestation. *A contrario*, de nombreux habitants récemment arrivés appartenant à des groupes sociaux élevés, et friands de telles célébrations, en ont été les principaux acteurs. Au final, les critiques les plus virulentes contre l'embourgeoisement viennent souvent d'individus qui participent, par leur venue et leur présence, au processus même.

Conclusion

Le quartier populaire en secteur ancien, dans un contexte de renouvellement urbain et d'embourgeoisement, est aussi animé et produit par des pratiques venant des habitants et usagers eux-mêmes. Elles sont infiltrées d'expériences et de connaissances des lieux et contribuent à redéfinir les termes de l'évolution socio-spatiale en cours. Comme l'exprime M. Agier, « quel que soit l'état aujourd'hui des formes urbaines, matérielles et institutionnelles, une certaine idée de la ville résiste ou, mieux, émerge [...] une ville plus complexe qui naît au

cœur des pratiques urbaines ». J'ai proposé l'hypothèse de « résister en habitant » pour évoquer ces pratiques, chair d'un quotidien mais aussi d'un imprévu, véritable creux du formel; des pratiques qui jouent aussi avec le temps de manière à s'insinuer et se signifier à *contretemps*. Et c'est bien ainsi qu'il faut comprendre l'usage de ce terme de « résistance » : une résistance non pas pour renverser un système politico-économique et changer le monde demain, mais une résistance pour transformer des mondes de la vie urbaine et quotidienne, aujourd'hui. Il importe néanmoins dans cette approche de ne pas surestimer le désir de résistance et de ne pas tomber dans une vision romantique, déterministe et un peu aveuglée. L'objectif est de saisir en quoi les individus-acteurs de la production territoriale inscrivent leurs pratiques dans des systèmes normatifs qui diffèrent, discutent ou renoncent à des systèmes normatifs formels imposés ou sous-entendus.

On a vu aussi la complexité à évaluer et à qualifier le lien qui existe entre l'acte et le niveau de transformation associé, entre l'acte même et l'effet de l'action. Quand l'acte de résistance est proclamé comme tel, son effet n'est pas toujours celui que l'on attend. Ainsi, l'animation et la contestation collectives contribuent à fabriquer une image territoriale (inspirée de la mémoire du lieu) et une réputation attractive pour des catégories de populations aisées, adeptes du « populaire et cosmopolite ». À l'opposé, certaines pratiques, même si elles ne sont pas forcément qualifiées au premier abord comme actes de résistance par leurs auteurs, peuvent avoir un effet transformateur des territoires, qui est d'autant plus significatif qu'il s'inscrit par ailleurs dans un sentiment et une expérience de liberté entière, au moment où la pratique se fait. Le débat est en tout cas ouvert. La raison d'être de cette réflexion réside dans le souhait de ne pas perdre de vue, derrière une approche trop atomisée et individuelle, les grandes tendances sélectives d'une production de l'urbain et de ses espaces. Le renouvellement urbain, la rénovation, la réhabilitation représentent des processus qui se sont multipliés dans la plupart des villes. Cette multiplication renvoie à une normalisation et à une banalisation du phénomène. Il est important de continuer à déconstruire cette banalisation qui risque de dépolitiser le débat sur l'intervention urbaine, l'envolée associée des prix fonciers et immobiliers, les conséquences sociales en termes de destruction des réseaux sociaux, de sélection des pratiques et d'effritement d'un accès aux ressources d'un territoire, et sur l'importance de l'action habitante, sous toutes ses formes.

Pierre Tevanian

Professeur de philosophie au lycée de Drancy

« Quartiers sensibles »
et « zones de non droit » :
la vision sécuritaire
et misérabiliste des quartiers
populaires

Il existe aujourd'hui un consensus sur « l'explosion de la violence chez les jeunes de banlieue » et sur le « laxisme de la justice » face à cette violence, ou du moins sur son « inadaptation » aux nouvelles générations de délinquants. Plutôt que de dénoncer au coup par coup les mesures brutales qui sont prises depuis plusieurs années au nom de ce discours, il vaut mieux prendre le problème à la racine et déconstruire ce qu'il faut bien appeler le mythe de l'insécurité.

Il est crucial de ne pas se laisser entraîner, comme l'ensemble de la classe politique l'a fait naguère sur « le problème de l'immigration¹ », dans l'illusion que « l'insécurité » dont on nous parle est une « réalité » incontestable, et que seules peuvent être contestées les solutions les plus radicales que nous proposent les démagogues. Il faut enfin résister au discours d'intimidation qui est désormais omniprésent, et qui consiste à dire que si l'on se permet de mettre en doute la réalité des diagnostics catastrophistes, c'est qu'on est angélique, coupé des réalités en général et des classes populaires en particulier – de ce qu'on appelle désormais « la France d'en bas ». Car le « problème de l'insécurité » est bel et bien un mythe, même si, comme tout mythe, il mobilise des éléments de vérité, en particulier des faits divers dramatiques. En effet, la manière dont ces faits divers sont présentés, mis en scène, coupés de leur contexte et réinterprétés, est mensongère. C'est ce que s'efforcent de montrer les remarques qui suivent.

Le mythe des chiffres qui « parlent d'eux mêmes »².

La thèse selon laquelle la « violence des jeunes » connaît une expansion sans précédent, justifiant une « adaptation » de la réponse politique dans le sens d'une plus grande « fermeté », se fonde en grande partie sur une instrumen-

- 1 Lefebvre, H. *Espace et politique. Le droit à la ville II*, Paris, Anthropos, 1972-2000.
- 2 Hayot, A. « Pour une anthropologie de la ville et dans la ville : questions de méthodes », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 18, 2002.
- 3 Voir à ce sujet les travaux de l'équipe de M. Castells à l'université de Nanterre sur la rénovation parisienne.
- 4 Cherki, E., Mehl, D., « Quelles luttes ? Quels acteurs ? Quels résultats ? », *Autrement* n° 6, 1976.
- 5 Bourdin, A., « Restauration/réhabilitation : l'ordre symbolique de l'espace néo-bourgeois », *Espaces et sociétés*, n° 30-31, 1980.
- 6 Vervaecke, M., « L'habiter, les réseaux sociaux et les interactions sociales dans les quartiers anciens », *Espaces et sociétés*, n° 51, 1988.
- 7 Godard, F. et al., *Le Gouvernement des villes. Territoires et pouvoir*, Paris, Descartes et Cie, 1997.
- 8 Cette hypothèse est à l'origine de mon doctorat intitulé *Des territoires cosmopolites à l'épreuve du renouvellement urbain : « résister en habitant »*. L'habiter dépasse la stricte sphère du résidentiel et s'exprime par un entrelacement de différentes pratiques spatio-temporelles.
- 9 Agier, M., *L'Invention de la ville*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1999.